

Les écoles d'art et de design "au bord du gouffre", celle de Toulouse en grève

L'école toulousaine proteste contre des coupes budgétaires décidées par la municipalité. L'Association nationale des écoles supérieures d'art alerte, elle, Rachida Dati sur une précarité financière qui pourrait être fatale à certains établissements.



Le 27 mars dernier, les équipes et élèves de l'Institut supérieur des arts et du design de Toulouse s'élevaient déjà contre des coupes budgétaires décidées par la municipalité. Photo Huchot-Boissier Patricia/ABACA

Par Xavier de Jarcy

Réservé aux abonnés

Publié le 16 mai 2025 à 17h19



Lire dans l'application

C'est la grève. Depuis mardi 13 mai, une partie des agents de l'Isdat (Institut supérieur des arts et du design de Toulouse) a cessé le travail pour protester contre la décision de la municipalité de diminuer de 10 % les crédits alloués à cette école publique. Le mouvement s'inscrit dans le cadre d'une semaine de mobilisation toulousaine pour la défense des services publics et contre les coupes budgétaires, dont sont notamment victimes les bibliothèques-médiathèques de la ville. Une délégation de la coordination contre l'austérité Toulouse/31 a demandé à être reçue mercredi 14 mai par le maire, Jean-Luc Moudenc, mais celui-ci, bien que contacté à l'avance, a fait savoir qu'il n'était pas disponible. Ce vendredi, les participants d'un « *die-in* géant » ont prévu de s'allonger dans l'après-midi sur la place du Capitole pour symboliser l'évanouissement de la culture sous les coupes budgétaires.

La grève a été décidée car les équipes de l'Isdat ne s'estiment pas en mesure de préparer les programmes pour l'année scolaire 2025-2026. Les réductions de crédits entraînent en particulier la suppression de trois postes d'enseignants après leur départ en retraite, et une diminution du temps de travail des contractuels. L'école, pilotée par un directeur intérimaire, n'a pas non plus de vision claire de son avenir à long terme. Le préavis courant jusqu'à juillet, « *il y aura dans les semaines qui viennent d'autres mouvements de grève ponctuels à la libre appréciation des agents* », indique un responsable syndical.

À lire aussi :

À Toulouse, l'école d'art et les métiers de la culture en voie de précarisation

Ce conflit intervient quinze jours après la publication par l'Andea, l'Association nationale des écoles supérieures d'art, regroupant quarante-cinq établissements publics, d'une lettre ouverte à la ministre de la Culture, Rachida Dati. « *Si rien n'est fait rapidement, nos écoles risquent de fermer les unes après les autres* », alertent leurs présidentes et présidents, dont Nicole Yarden pour l'Isdat, qui a pourtant validé le coup de rabot budgétaire toulousain.

Signée à l'unanimité, la lettre insiste surtout sur l'aggravation de la situation financière des écoles supérieures d'art et de design publiques territoriales. « *Elles sont au bord du gouffre : 36 % ont déjà épuisé leurs réserves, 68 % ont un déséquilibre budgétaire structurel.* » Ces responsables (élus, hauts fonctionnaires ou professionnels de la culture) ont demandé à Rachida Dati « *un temps d'échange pour construire collectivement l'avenir de ces établissements, afin qu'ils puissent continuer à former les générations futures, à enrichir la société, à faire rayonner la culture française* ».

Ce n'est pas aux collectivités locales de supporter le poids toujours plus lourd du financement de ces écoles.

Yves Duruflé, président de l'École supérieure d'art Dunkerque-Tourcoing

Le ministère n'a pas réagi. « *Nous avons alerté la ministre de la Culture en titre plusieurs fois. Nous avons des contacts avec son administration et son cabinet, mais nous n'obtenons aucun rendez-vous. Or nous voulons la rencontrer personnellement pour qu'elle prenne conscience de l'urgence* », explique l'un des signataires, Yves Duruflé, sous-préfet hors classe et président de l'École

supérieure d'art Dunkerque-Tourcoing. Dans son établissement, « *les contributions des collectivités n'ont pas évolué depuis 2010. Nous sommes totalement étranglés* ».

Pour l'Andea, c'est bien l'État qui a la main sur le dossier, car il accrédite les diplômes nationaux délivrés par ces écoles territoriales. Le problème budgétaire s'inscrit donc dans un dossier bien plus vaste, celui de la refonte complète de leur statut afin de stabiliser leurs ressources. « *Ce n'est pas aux collectivités locales de supporter le poids toujours plus lourd du financement de ces écoles*, ajoute Yves Duruflé. *La ministre doit mettre tout le monde autour de la table. Si nous n'obtenons pas de réponse, nous allons crier de plus en plus fort, car nous ne voulons pas mourir en silence.* »

À lire aussi :

Les écoles d'art et de design vont-elles disparaître ?



Arts

Économie de la culture

Enseignement supérieur

Rachida Dati

LISEZ AUSSI